



DÉJÀ TRENTE ANS : RENOUVELER LES SOLIDARITÉS

Alternatives a vu le jour dans un monde en plein bouleversement sur fond de guerres, de génocide, d'occupation et d'une déferlante d'accords de libre-échange qui, malgré des promesses de prospérité, continuent de précariser les droits sociaux et de creuser les inégalités.

En même temps, l'organisation a continué de se bâtir au milieu de l'effervescence de mouvements sociaux qui contestaient l'ordre mondial. Partout sur la planète, des peuples et des militant-es — altermondialistes, féministes, syndicalistes et écologistes — s'organisaient pour résister aux injustices et aux dépossessions, aux structures patriarcales, à l'apartheid, à la militarisation et à la colonisation. De forums sociaux en contre-sommets, les luttes pour la paix, la justice sociale, les droits et l'égalité, portées par des groupes et des individus en Afrique du Sud et au Chiapas, en Palestine, en Inde, jusqu'au Brésil et en Argentine, ont scellé les bases de l'organisation et dicté nos grandes orientations.

Les victoires et les défaites ne sont jamais permanentes. Le chemin parcouru jusqu'ici a été jalonné d'échecs et de succès. C'est collectivement que nous avons su surmonter les écueils et ensemble que nous continuons de célébrer nos réussites. Notre force réside dans le réseau de solidarités que nous avons créé ensemble à l'échelle locale et mondiale.

LES ANNÉES DE FORMATION

En 1994, le rapprochement de trois groupes — le Centre d'études et de ressources sur l'Asie du Sud (CÉRAS), le Centre d'études arabes pour le développement (CÉAD) et le Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA) — mène à la création d'Alternatives et invite à repenser la solidarité internationale sous l'éclairage des luttes portées par des mouvements sociaux du Nord et du Sud global.

Depuis le début, nous mobilisons des individus, des associations et des mouvements sociaux du Sud et du Nord global pour construire un monde plus juste, fondé sur des principes de solidarité, de justice sociale et environnementale, de dignité humaine et de droits. Jusqu'ici, cet engagement a donné lieu à des centaines d'actions collectives et de projets novateurs portés par des partenaires dans plus de 35 pays, dont plusieurs se poursuivent encore aujourd'hui.

Toutes ces actions de solidarité trouvent un prolongement dans un travail d'éducation et de communication (journaux et autres publications, émissions radiophoniques, balados, plateformes web, conférences, formation et ateliers, etc.) qui fait rayonner les voix et les luttes du Sud et du Nord global et met de l'avant des points de vue critiques sur des questions internationales et nationales souvent demeurées dans l'angle mort des médias.

En mars 1996, une déclaration adoptée par l'assemblée générale affirme que : « Les organisations populaires de la société civile — syndicats, groupes de défense des sans-emploi, des femmes, des jeunes, de l'environnement et des droits de la personne — sont essentielles non seulement à la recherche d'un autre avenir pour la majorité de l'humanité, mais à la défense des droits sociaux les plus élémentaires. [...] Ainsi, dans ce contexte mondial, Alternatives ne peut que réaffirmer son caractère de mouvement de solidarité internationale qui se conçoit comme étant en même temps un élément actif du mouvement social ici au Québec. »

En 1997, l'ouverture d'un nouveau bureau à Québec élargit la portée de nos actions. Pendant près de dix ans, l'émission d'information « Alternatives » diffusée sur les ondes de Radio Basse-Ville CKIA 96,1 FM nous aide à rejoindre de nouveaux publics.



ALTERNATIVES ET LES JEUNES

Tant au Québec que dans les pays où nous travaillons, les jeunes sont une force motrice de transformation sociale. Leur implication confère une pertinence à notre travail et renforce notre capacité d'agir sur les grands défis de la planète, contribuant à l'édification de systèmes plus justes et plus équitables dans le Nord et le Sud global.

Depuis trente ans, des milliers de jeunes se sont engagé-es auprès d'Alternatives grâce aux stages internationaux et à des délégations jeunesse, dans nos outils d'éducation et de communication, lors de l'organisation d'activités publiques et dans d'autres initiatives concrètes ici et dans le Sud global. Pour ces jeunes, cette implication a servi de tremplin vers l'emploi, a marqué leur parcours d'engagement et a façonné leur identité et leur trajectoire de vie.





Les stages internationaux pour les jeunes

En 1995, avec d'autres organisations de solidarité internationale, nous lançons la première édition du programme Québec sans frontières (QSF) en déployant trois cohortes de jeunes auprès de nos partenaires à Cuba, au Maroc et au Brésil. Pendant des années, le programme formera des milliers de stagiaires dans le secteur de la solidarité internationale et tissera des liens de solidarité entre des groupes du Nord et du Sud global.

Au fil des ans, notre programme de stages internationaux s'est développé grâce au soutien financier de différents ministères et programmes du gouvernement provincial (Québec sans frontières), du gouvernement fédéral (ministère de l'Industrie, Netcorps et ministère des Affaires internationales et du Commerce, Affaires mondiales Canada, etc.) et grâce à des partenariats avec des établissements universitaires, notamment l'Université d'Ottawa. Depuis 1994, les stages ont permis à des milliers de jeunes d'acquérir des compétences professionnelles, des connaissances, des habiletés sociales ainsi qu'une expérience concrète dans un contexte international.

À ce jour, nous avons envoyé plus de 1800 stagiaires du Québec et du Canada dans plus d'une trentaine de pays d'Asie, d'Afrique et des Amériques. S'adressant généralement à des jeunes de 18 à 35 ans, les stages visent à former une relève, à renforcer le travail des partenaires, à consolider les réseaux entre des associations du Sud et du Nord global et à faire rayonner la solidarité internationale au Québec et au Canada. Encore aujourd'hui, plusieurs anciens stagiaires continuent de s'impliquer dans le secteur de la solidarité internationale, à militer pour la justice sociale et à s'engager dans une grande diversité d'actions citoyennes, ici et à l'international.

À L'AUBE DU NOUVEAU MILLÉNAIRE

Le nouveau millénaire ouvre une nouvelle ère en matière de relations internationales. Nous nous engageons dès lors dans une bataille immense contre le néolibéralisme et ses versants militaristes et impérialistes.

En 2000, à la suite du premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre, au Brésil, la contestation altermondialiste sert de véhicule d'action politique pour des milliers d'associations et de militant·es du Sud et du Nord global. En avril 2001, le Sommet des Amériques, haut lieu de pourparlers sur la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) se déroule dans la ville de Québec. Avec le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), nous organisons le Sommet des peuples, un contre-sommet qui mobilise des mouvements sociaux et des militant·es issu·es de trente-quatre pays des Amériques regroupés au sein de l'Alliance sociale continentale.

Après le 11 septembre 2001, la guerre contre le terrorisme justifie une dérive sécuritaire qui porte atteinte aux droits de la personne. Pendant que l'empire se lance dans une guerre sans fin, nous soutenons des mouvements pour les droits, la paix et la démocratie au Pakistan et en Afghanistan en collaboration avec plusieurs associations établies des deux côtés de la frontière. Nous appuyons entre autres les efforts du Human Rights Commission of Pakistan (HRCP) pour rapprocher les sociétés civiles des deux pays.

Pendant cette période, nous nouons aussi un partenariat avec le Pakistan Fisherfolk Forum (PFF), le plus vaste mouvement social du pays qui compte plus de cinq millions de membres. Les campagnes du PFF demandent l'arrêt de la pêche industrielle, la protection de l'environnement du delta du Sindh et le droit à l'eau potable. En 2005, les mobilisations redonnent aux communautés côtières le droit de pêcher dans les lacs pakistanais, un droit jusqu'alors réservé à l'armée nationale.

Notre partenariat avec le PFF nous rapproche aussi d'autres mouvements de travailleuses et travailleurs de la pêche, dont le National Fishworkers' Forum en Inde et le Forum Mondial des peuples pêcheurs présidé à l'époque par Thomas Kocherry. Comme les mouvements paysans, ces grands réseaux nous rappellent l'importance de repenser nos systèmes alimentaires profondément déréglés par les politiques néolibérales.

Des jardins sur les toits

En janvier 2002, nous lançons « Les jardins sur les toits », un vaste programme qui, pendant plus d'une quinzaine d'années, explorera le potentiel des toits et de l'agriculture urbaine pour verdir la ville, stimuler les collectivités et proposer des solutions concrètes en réponse à des problèmes sociaux dans l'espace urbain : pauvreté, insécurité alimentaire et dégradation de l'environnement.

En 2003, le programme reçoit le mandat de la Ville de Montréal de faire rayonner l'agriculture urbaine dans l'espace urbain et, en 2008, il obtient la plus haute distinction environnementale du Québec, soit le Phénix de l'environnement, décernée par le ministère de l'Environnement.

En novembre 2011, nous soutenons le Groupe de travail en agriculture urbaine qui dépose une pétition de 29 068 signatures pour appuyer la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal. À la suite de cette initiative, la Ville de Montréal créera le Comité de travail de la collectivité montréalaise sur l'agriculture urbaine.





En janvier 2003, nous réunissons plusieurs partenaires pour former la fédération Alternatives International (AlterInter), une plateforme internationale qui tiendra sa première assemblée générale à Montréal le 27 août 2007. Pôle de réflexion par et pour la gauche altermondialiste, AlterInter regroupe des groupes du Niger, d'Afrique du Sud, de la France, de la Palestine, du Brésil, du Maroc, d'Israël, du Canada, d'Inde et d'Italie.

Tandis que la montée du militarisme, l'occupation et la guerre nourrissent la violence fondée sur le genre, nous continuons de soutenir des mouvements féministes pluriels qui portent de nouvelles radicalités, s'opposent à différentes formes d'oppression patriarcale, mènent des luttes courageuses pour les droits civils, culturels et politiques et proposent de nouvelles voies pour soutenir des économies et des environnements plus justes et solidaires.

En mars 2003, après l'invasion états-unienne de l'Irak, nous facilitons la création d'un important réseau d'organisations sociales du pays, le Iraqi Democratic Future Network (Réseau irakien pour un avenir démocratique — IDFN) qui, au cours des années suivantes, mènera plusieurs campagnes de plaidoyer pour les droits de la personne, la justice sociale, la démocratie et l'égalité des genres. Parmi les associations membres du réseau, on compte trois importantes associations féministes : la Ligue des femmes irakiennes, le Renouveau des femmes irakiennes et la Fédération des femmes irakiennes.

La décennie qui suit bouillonne d'initiatives et d'actions collectives pour les droits sociaux, économiques et politiques : soutien à des centres de femmes à Gaza, renforcement d'organisations paysannes en Haïti, création du portail www.societecivile.cd pour les mouvements sociaux au Congo, appui à des coopératives de travail en Argentine avec le réseau d'assistance technique aux entreprises autogérées (ENTA), formation d'un conseil consultatif de la jeunesse avec le Forum marocain des alternatives du Sud (FMAS), renforcement de l'Association Radio libre Kayira, au Mali ; participation à la gestion environnementale des régions de Sulawesi, Maluku et Papouasie occidentale de l'Indonésie, etc.

Au milieu des années 2000, nous travaillons avec deux réseaux au Soudan qui luttent pour les droits politiques, sociaux et économiques sous la dictature d'Al-Bashir : le Sudan Civil Society Network for the Alleviation of Poverty et le Human Rights Legal Assistance Network (HRLAN).

En Palestine, de 2003 à 2007, nous soutenons deux centres de femmes du ministère des Affaires sociales qui desservent les camps de réfugié-es de Jabalia et de Nuseirat à Gaza. Cette initiative s'inscrit dans un engagement soutenu pour les droits du peuple palestinien et la fin de l'occupation.

En 2005, à la suite de l'implication du Brésil au sein de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), nous facilitons le « dialogue » entre gouvernements et organisations de la société civile du Brésil, de Haïti et du Canada. Puis, dans les années suivantes, nous travaillons avec des associations haïtiennes, dont l'Institut technique et d'animation (ITECA), le mouvement paysan Papaye et la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), pour renforcer la participation politique et la souveraineté alimentaire des populations paysannes.

Le 23 janvier 2006, l'entrée au pouvoir du parti conservateur de Stephen Harper annonce des coupes importantes dans notre budget et nous force à mobiliser d'autres ressources dans un contexte financier déjà saturé.

En mars 2007, nous organisons une tournée intitulée « Pour une paix globale » à laquelle participent l'ancien candidat à la présidence de l'Autorité palestinienne, Mustafa Barghouti, le journaliste et écrivain israélien, Michel Warschawski, la militante et écrivaine états-unienne Phyllis Bennis et la militante féministe palestinienne Soraida Sabbah.

En 2009, en Haïti, nous entamons un projet d'agriculture urbaine à Carrefour-Feuilles et Martissant. Pilotée par l'Association pour la promotion de la Santé intégrale de la Famille (APROSIFA), l'initiative vise à créer des jardins maraîchers et à former les ménages les plus vulnérables en utilisant différentes techniques et les approches de l'agriculture urbaine. Au lendemain du tremblement de terre du 12 janvier 2010, les stratégies du projet sont revues et adaptées pour répondre à la crise humanitaire.

Puis, en mai 2009, nous célébrons notre 1000e stagiaire par une semaine d'activités à Montréal et Québec. Plus de 400 anciens stagiaires participent à une grande fête de retrouvailles.

En 2010, avec nos partenaires cubains, nous créons le Centre de recherche et de diffusion sur les énergies alternatives dans les Caraïbes. Dans la même année, nous coordonnons l'organisation d'un forum social sur l'éducation en Palestine avec des groupes palestiniens, des organisations internationales ainsi que des syndicats, dont la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ). **Rencontre marquante pour le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, cette rencontre en octobre 2010 réunit quelque 20 000 Palestinien·nes et 500 délégué·es internationaux.**

Au mois de janvier 2011, le dictateur tunisien Zine El Abidine Ben Ali est renversé à la suite d'un mouvement populaire, massif et non violent. Un mois plus tard, en Égypte, la population se mobilise contre son dictateur Hosni Moubarak. Les répercussions de ces deux événements se font sentir dans l'ensemble de la région. Avec plusieurs partenaires de la région du Maghreb et du Machrek, nous mettons en œuvre une vaste initiative en soutien à des groupes de défense des droits, dont plusieurs associations de femmes. La réalisation du portail Ejoussour.net donne un élan et une visibilité à différentes mobilisations sociales dans la région.

En 2012, le leadership étudiant entraîne toute la société dans le Printemps érable, un mouvement social historique: le Printemps érable. Nous y contribuons notamment par un travail de coordination et de mobilisation autour du Jour de la Terre. Le 22 avril 2012, plus de 250 000 personnes manifestent dans les rues de Montréal. En juin, le Festival des solidarités accueille l'écologiste Hervé Kempf qui déclare : « Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine, mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit ».



En 2013, nous mettons en place l'école de sécurité numérique (DSS 216) à Tunis, une initiative ciblant principalement des militant·es des droits de la personne et des organisations de la société civile dans des pays où le filtrage et la cybercensure sont particulièrement présents. On y apprend notamment à contourner la censure, à protéger ses communications et à conserver son anonymat en ligne.

À partir de 2013, nous nous solidarisons aussi avec plusieurs mouvements ouvriers en Amérique latine, dont la Central Única de Trabajadores (CUTH) du Honduras et la Central Sandinista de Trabajadores (CST) du Nicaragua, afin d'améliorer les conditions de travail dans l'industrie des maquiladoras du secteur textile. Notre travail auprès des mouvements ouvriers d'Amérique centrale renforce aussi nos partenariats avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et l'organisation syndicale du Pays basque (ELA).

Les années suivantes sont marquées par un rapprochement avec les luttes autochtones et une mobilisation importante pour la justice climatique et environnementale. Nous accompagnons des délégations à Cochabamba, au Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale à Rio, ainsi qu'à Fort McMurray à la rencontre de communautés autochtones qui tiennent une marche pour la guérison de la Terre-Mère.

La défense des ressources naturelles contre les projets extractivistes joue un rôle de premier plan au Québec, au Canada et dans plusieurs régions du monde. Ainsi, à partir de 2014, nous nous allions avec des syndicats du Québec, d'Europe et d'Amérique centrale pour soutenir les droits et les libertés fondamentales de communautés au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua affectées par des activités extractives, et renforcer leur participation dans la

L'année 2014 est aussi marquée par le Forum social des peuples à Ottawa qui réunit plus de 6000 personnes issues des mouvements sociaux du Québec, du Canada et des Premières Nations. Cet important travail de concertation contribuera à la réussite des années plus tard de la marche historique pour le climat, le 27 septembre 2017, qui accueillera Greta Thunberg.

Pendant cette période, l'agriculture urbaine continue de se déployer sur les toits de Montréal et ailleurs dans le monde et engage des milliers de citoyen·es à repenser la ville et à revoir les modèles qui sous-tendent la production alimentaire. Avec des associations, des municipalités et des citoyen·nes du Sud et du Nord global, on crée des jardins urbains et des potagers dans les écoles à Montréal, à Port-au-Prince, à Bamako, à La Havane, à Casablanca et à Yaoundé. On appuie aussi des petits paysan·nes et on plaide pour des règles commerciales plus équitables. Ces efforts concourent à un système alimentaire plus participatif, juste et viable. En 2015, avec l'initiative Hochelaga'table, nous nous engageons dans un processus de réflexion, d'analyse et de création avec des jeunes montréalais·es issu·es de milieux défavorisés sur les enjeux de l'alimentation saine et son accessibilité.

FREE PALESTINE

LIBRE

Le drapeau de la Palestine : un symbole de solidarité et de résistance

En 2014, lors de l'offensive dévastatrice menée contre Gaza, une vague d'indignation et de solidarité secoue le monde. Dans ce contexte de violence et de destruction, nous peignons le drapeau de la Palestine pour exprimer notre soutien indéfectible au peuple palestinien. Les couleurs du drapeau envoient un message de résilience, d'espoir et de justice. Chaque coup de pinceau témoigne de notre engagement envers la lutte pour la liberté et les droits du peuple palestinien, mais aussi de notre indignation face aux injustices qui leur sont infligées. Ce geste symbolique nous rappelle que la solidarité internationale est essentielle dans la lutte pour les droits de la personne et de la justice. En l'inscrivant dans nos actions, nous réaffirmons la nécessité de prendre position pour les peuples opprimés et de nous élever contre toutes les formes d'injustice.

UN NOUVEAU SOUFFLE DÉCOLONIAL

En 2018, nous signons un nouveau programme de stages internationaux pour les jeunes. Pendant trois ans, cette initiative permettra à quelque 120 stagiaires âgé-es de 18 à 30 ans de travailler avec des groupes du Sud global sur des dossiers liés aux communications sociales, aux technologies numériques, aux droits de la personne et à la justice sociale.

Dans de nombreux pays de la région du Maghreb et du Machrek, la violence persistante et les séquelles de conflits antérieurs ont éclipsé les progrès de la démocratisation et les efforts visant à promouvoir les droits de la personne, les droits des femmes et l'égalité des sexes. Ainsi, les femmes défenseuses des droits de la personne font l'objet de menaces, de harcèlement en ligne et hors-ligne et de violences sexuelles.

De 2018 à 2020, nous travaillons avec des organisations, des collectifs, des journalistes et des militantes d'Irak, du Yémen, de Palestine et du Soudan créer, en 2021, un observatoire sur les violations des droits des femmes journalistes dans la région. Ce travail s'appuie notamment sur l'expertise d'un partenaire de longue date, l'Association pour le progrès des communications (APC), un réseau qui réunit 73 organisations membres en vue d'autonomiser et d'appuyer des organisations, des mouvements sociaux et des personnes par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC).



Des actions contre le racisme et toutes les formes de discrimination

Depuis le milieu des années 2010, les débats sur la laïcité, les accommodements raisonnables et la Charte des valeurs exacerbent la discrimination et l'exclusion des personnes de foi musulmane et fragilisent le vivre-ensemble.

En 2016, en partenariat avec le Centre Justice et Foi, nous lançons le projet « Salam: des clés de compréhension pour contrer l'islamophobie », un blogue collectif publié dans le Huffington Post, dont un extrait est repris chaque mois dans un billet du Journal Métro. Écrits par des personnalités issues de différents milieux, les textes proposés abordent différentes facettes de la construction publique de l'islamophobie et fournissent des outils pour mieux saisir les enjeux relatifs à l'islam, à l'actualité internationale et ainsi contrer les discours islamophobes.

Avec l'organisation en 2017 du Festival des solidarités à Côte-des-Neiges, en collaboration avec une trentaine de groupes communautaires, nous nous engageons plus concrètement dans la lutte contre le racisme, la xénophobie et toutes les formes de discrimination. Les nouveaux partenariats établis dans le cadre de cette initiative conduisent à la création de l'Observatoire des inégalités raciales au Québec (OIRQ), un centre d'étude qui veut faire ressortir différents enjeux liés à la lutte contre le racisme systémique, la discrimination et l'exclusion. Lancé d'abord le 24 mars 2021 dans le cadre de la semaine d'action contre le racisme, l'OIRQ se constitue en organisme à but non lucratif en 2022.



En 2019, au Honduras, nous nous engageons dans un projet d'envergure en soutien aux travailleuses de l'économie informelle qui sera porté par la Federación de Organizaciones de Trabajadores del Sector Social e informal de la economía de Honduras (FOTSSIEH).

En mars 2020, alors que nous nous préparons à célébrer les 25 années depuis la fondation d'Alternatives, la pandémie et les mesures de confinement plongent le monde entier dans une période remplie d'incertitudes. Presque aussitôt, des réseaux de solidarité se mettent en place afin de pallier les faiblesses et les distorsions des politiques néolibérales qui, pendant des années, avaient fragilisé la résilience de nos systèmes. Dans les mois et les années qui suivent, nous soutenons des cuisines collectives créées par des comités citoyens dans le quartier de Cerro Navia, au Chili, des marchandes et des artistes de Carrefour-Feuilles en Haïti, ainsi que des femmes et des filles vivant avec un handicap dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC).

Pour faire reculer la violence contre les femmes et les filles, qui est exacerbée par la crise sanitaire et les mesures de confinement, nous continuons de travailler avec des journalistes au Soudan et des travailleuses du secteur informel au Honduras. Au début 2020, nous soutenons la création du Centre d'attention intégrale pour la femme entrepreneure (CAIME), un espace administré par la FOTSSIEH, qui offre des interventions et des soins de santé holistiques aux travailleuses victimes de violence. C'est dans cette période que naît aussi une nouvelle initiative avec la Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE) qui vise à combattre la violence contre les filles dans les écoles rurales, principalement en Haïti, au Honduras et au Nicaragua.

En 2020, à l'heure où de nombreux États profitent de la pandémie pour justifier l'extension des pouvoirs de surveillance et le recours à des dispositifs technologiques plus intrusifs, nous nous allions avec l'Université de Montréal pour créer le Laboratoire sur les droits en ligne et les technologies alternatives (LabDelta), un espace de recherche et d'action ayant pour objectif principal de produire des recherches et des outils à l'intersection de la technologie, de l'activisme politique et de la réflexion critique.

Le 8 mars 2022, le milieu de la solidarité est attristé par le décès de Pierre Beaudet, pilier et cofondateur d'Alternatives, qui avait dirigé l'organisation de 1994 à 2006, et y est revenu en septembre 2022. Une série d'hommages soulignent sa contribution aux différents mouvements sociaux ici et à l'international.

Au lendemain du 7 octobre 2023, mené par Israël contre le peuple palestinien à Gaza, qui se déroule avec le soutien inconditionnel d'une partie de la planète met à nu l'asymétrie de nos droits et la violence abjecte et normalisée des puissances coloniales. Avec plusieurs partenaires en Palestine, au Québec et ailleurs dans le monde, nous nous engageons dès lors dans un travail de mobilisation et de plaidoyer pour appeler à la protection des droits du peuple palestinien et à la fin du génocide.

Avec d'autres groupes de la société civile, nous contribuons alors à la création de la Coalition du Québec URGENCE Palestine et participons à son comité de coordination. Constituée le 26 février 2024, cette plateforme vise à accroître la visibilité de l'indignation de la société civile québécoise face au génocide perpétré par Israël à Gaza et à rassembler les forces qui soutiennent la cause palestinienne contre l'occupation, la colonisation et la dépossession du peuple palestinien. À partir de l'automne 2024, nous mobilisons des ressources pour des écoles mobiles à Gaza afin de pallier les effets dévastateurs du scholasticide, une initiative portée par le Teacher Creativity Center.

Enfin, l'année 2024 marque aussi le début d'un nouveau programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ). Dans le contexte actuel et la montée de régimes autoritaristes, de la xénophobie et de discours contre l'immigration, il est d'autant plus important de former des jeunes ouverts sur le monde et capables de participer à la construction d'autres systèmes, plus justes et plus équitables. La formation de cette relève est essentielle pour continuer de porter la mission d'Alternatives dans les années à venir.



Alternatives

30 ANS

WWW.ALTERNATIVES.CA

ISLAMOPHOBIE

Un long soupir

Une substance se répand et s'insinue dans les fissures. Son odeur est tantôt inconfortable, tantôt infecte. Le nez s'habitue. La charpente en est toute bousillée, mais, résignées, nous cherchons de moins en moins à y remédier.

DALILA AWADA

C'est ainsi que l'islamophobie a imprégné le tissu social québécois sous l'effet d'une érosion alimentée d'un gouvernement à l'autre, comme une course à relais délétère. Au plus creux de la pandémie liée à la COVID-19, le phénomène semblait en dormance, puis à la première occasion, le voilà qui charge.

Par les appels du pied et les amalgames dans lesquels excelle notre premier ministre. Par la loi 21, maintenant bien effective et contre laquelle les mobilisations ont décliné. Par les tirs croisés de la classe politico-médiatique ciblant les acteurs et actrices publics qui dérogent à l'injonction de complaisance. Par le scandale que suscite une femme portant le voile sur une affiche à l'hôtel de ville. Par les tergiversations du gouvernement devant une motion soutenant un cessez-le-feu à Gaza et le rejet d'une autre demandant la cessation de vente d'armes à Israël — l'identité majoritairement musulmane des victimes entravant sans aucun doute l'empathie. Dans l'ensemble, le discours ambiant à l'égard des musulman·es demeure empreint de raccourcis et de méfiance et les incidents islamophobes au quotidien n'ont jamais cessé, loin de là.

La lutte au racisme antimusulman n'évolue pas dans des conditions propices à l'amélioration. La difficulté pour les personnes racisées de dénoncer le racisme sans déclencher de hauts cris en est un obstacle persistant. C'est pourtant le racisme lui-même qui rend la tâche si ardue. Le serpent se mord la queue, encore et encore.

Après des années à s'investir toutes entières pour que résonne un autre discours que celui du rejet, plusieurs personnes sont aujourd'hui essouffées. Il y avait ce besoin impérieux d'appartenir à cette société, d'y être bien et d'y mener une vie épanouie. Ce que l'on palpe désormais, au sein de différents milieux et générations, c'est une profonde lassitude. Un soupir. Un roulement d'épaules. Un haussement d'épaules. Non pas comme une minimisation des problèmes, plutôt comme l'expression d'un espoir éteint. Et l'abdication, lorsqu'elle traduit le désamour ou le désintérêt, est un échec monumental pour une société. Alors que monter aux barricades pour la défendre est signe que l'espoir du mieux à venir subsiste. La volonté d'en découdre peut représenter un geste ouvert, une main tendue malgré tout.



C'est ainsi qu'en nous confrontant les un·es aux autres, lors de prises de parole et d'interpellations diverses, même s'il y a indignation, tristesse et colère, nous sommes encore là à faire société.

Le chapitre actuel ne sent pas bon, non. Des jeunes se détournent et peinent à revendiquer leur part québécoise tandis que des plus vieux s'épuisent de mêmes rengaines. Parmi les femmes qui ont fait les frais de la loi 21, plusieurs se sont résignées à quitter la province. Il y a toujours bien des limites à quémander le respect. Des relents de moisie émanent de l'entre-soi d'individus prétendant défendre le Québec à coup de politiques et de discours régressifs. Il faudra pourtant se pincer le nez et persister à réparer.

Dalila Awada est sociologue engagée et travailleuse dans le milieu

LE JOURNAL DES 30 ANS

L'année 1994 marque aussi la création du Journal Alternatives. Un premier numéro inséré dans l'édition de novembre de l'hebdomadaire VOIR attire un lectorat vaste et diversifié. Avec un tirage de 90 000 copies, cet encart de quatre pages revendique sa place dans le paysage médiatique du Québec. Dans les années qui suivent, le Journal Alternatives sera distribué dans le Voir Québec, ainsi que dans plusieurs cégeps et universités (avec l'édition du Monde scolaire). Une version en anglais est également insérée dans l'hebdomadaire en anglais, Hour.

Par la suite, le journal passera à l'hebdomadaire ICI et, à partir de 2003, au quotidien Le Devoir avec une édition complète de douze pages distribuée à plus de 2 000 abonné·es. Dans un espace médiatique de plus en plus soumis à la logique marchande et aux pouvoirs dominants, le mensuel se singularise par son traitement de l'actualité internationale et sa couverture des luttes portées par les mouvements sociaux du Sud et du Nord global. En 2005, une édition en espagnol est distribuée à l'occasion du Forum social de Porto Alegre.

En 2009, faute de ressources, le journal passe exclusivement au numérique, avec un journal imprimé distribué quatre fois par année.

Au fil des années, le comité éditorial se structure et se diversifie. D'une édition à l'autre, le journal compte sur une myriade de collaboratrices et de collaborateurs qui s'attellent à traiter de sujets trop souvent dans l'angle mort des médias traditionnels et à expliquer comment plusieurs problèmes ici et ailleurs prennent racine dans des systèmes d'exploitation et d'inégalités. Plusieurs autrices et auteurs du Nord et du Sud global y collaborent régulièrement.

À l'occasion des 30 ans d'Alternatives, nous avons réuni d'anciennes et nouvelles collaborations autour d'une édition spéciale du journal imprimé pour décortiquer les crises qui secouent la planète et les résistances qui s'organisent. Près de vingt-cinq textes répartis dans huit pages de format tabloïd (dont une page en anglais) parlent du génocide en Palestine, de la guerre au Soudan, de la situation en Haïti, de l'influence de l'hindutva dans l'extrême droite américaine, du mouvement de décroissance, du combat des Mères mohawk, de la financiarisation du logement, de la COP30 en Amazonie, ainsi que d'art engagé et de littérature.

Plus de 3 000 copies de cette édition spéciale du journal ont été distribuées dans des établissements scolaires, des lieux publics et lors de différentes activités et événements.